



Civilisations

Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines

48 | 2001

La question de l'islam et de l'Etat à l'aube du XXIe siècle

L'islam politique palestinien, un obstacle pour la paix ?

Mohamed El Battiui



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/3466>

DOI : 10.4000/civilisations.3466

ISSN : 2032-0442

Éditeur

Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2001

Pagination : 111-120

ISSN : 0009-8140

Référence électronique

Mohamed El Battiui, « L'islam politique palestinien, un obstacle pour la paix ? », *Civilisations* [En ligne], 48 | 2001, mis en ligne le 01 août 2004, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/3466> ; DOI : 10.4000/civilisations.3466

L'ISLAM POLITIQUE PALESTINIEN, UN OBSTACLE POUR LA PAIX ?

Mohamed EL BATTIUI

INTRODUCTION

Avec la révolution iranienne de l'imâm Khomeiny en 1979, les pays islamiques et musulmans¹ vont être le théâtre d'une résurgence de l'islam en tant que religion, idéologie et politique sociale. Dans les territoires occupés par Israël, les circonstances particulières de l'occupation ainsi que le choix idéologique des dirigeants islamistes palestiniens ont empêché ou tout du moins retardé l'émergence de l'islam politique.

D'une part, l'absence d'un État palestinien a fait du nationalisme palestinien le fondement de la lutte armée et du combat politique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) le représentant légitime et unique (*al mumathil achari wa al wahid*) du peuple palestinien. «Le sentiment d'appartenance nationale semblait tellement prépondérant dans l'identité palestinienne que l'islam, un des piliers de cette identité, demeurait dans l'ombre, tant aux yeux des observateurs qu'à ceux des Palestiniens eux-mêmes...»².

D'autre part, les islamistes palestiniens se réclamant de la tradition de l'association des Frères musulmans ont développé une stratégie ayant pour objet la conquête de la société civile. «Les islamistes n'avaient pas d'ambition révolutionnaire explicite dans une première étape. Ils s'employaient seulement à fournir des palliatifs aux carences de l'occupation militaire dans les domaines sociaux et à réorganiser, autour des réseaux des mosquées une sorte de contre-société qui obéissait à ce qu'ils considéraient comme les injonctions des textes sacrés»³.

Soutenus financièrement par l'Arabie Saoudite, par le Koweït, et bénéficiant en même temps de la passivité d'Israël dans leur stratégie de «réislamisation par le bas», les islamistes palestiniens ne se sont pas contentés de «gérer la piété». Ils ont fait de la «réislamisation autoritaire» (prédication, agression contre des femmes non voilées, attaques contre tous les lieux qui peuvent symboliser l'Occident, destruction des débits de boissons alcoolisés...) et de la lutte contre les laïcs et le parti communiste palestinien en particulier leur premières préoccupations⁴.

Quant à la lutte contre l'occupant israélien, les islamistes palestiniens justifiaient leur radicalisme, comme le signale Jean-François Légrain, par le fait que «la libération de la Palestine est une question fondamentalement religieuse qui concerne la communauté islamique tout entière; la sauvegarde de l'islam face aux assauts répétés de l'Occident est, en effet, le premier défi de ce siècle, Israël constitue le fer de lance de cette agression, il s'agit d'anéantir la menace occidentale par la destruction de 'l'entité juive'»⁵. Ce radicalisme ne s'est cependant longtemps exprimé qu'au niveau du discours.

S'abstenant d'affronter l'occupant, les islamistes palestiniens durant les années qui ont précédé l'*Intifada* (soulèvement palestinien de décembre 1987) ont perdu une grande partie de leur légitimité politique et parfois même cela leur a valu d'être accusés de collaboration avec le sionisme. S'agissant de l'islam politique palestinien, Yasser Arafat déclarait dans un entretien à l'hebdomadaire algérien *Algérie Actualité* du 11 octobre 1993 que «c'est Rabin qui a permis leur activisme en interdisant à tout militant — fut-il un enfant — d'agir au nom de l'OLP». Et il ajoutait que les islamistes «sont une création du gouvernement israélien». Certes, il est très difficile de préciser la nature de la relation entre les islamistes et l'État d'Israël. Mais affirmer que cet islam politique est une création du gouvernement israélien, c'est une façon d'occulter toute une réalité sociologique, politique et économique des territoires occupés.

L'islamisme palestinien est plutôt un produit de la politique d'occupation menée par Israël⁶.

Avec la politique de confiscation des terres et des ressources naturelles, qui a poussé des milliers d'agriculteurs palestiniens vers les camps de réfugiés ou vers les grands centres urbains, les islamistes ont vu leur masse augmenter. A ce sujet, Olivier Roy nous signale que «les masses modernes sont les nouveaux urbanisés, ce sont ces millions de paysans qui ont fait tripler la population des grandes métropoles musulmanes depuis vingt ans»⁷. Ces nouvelles masses islamisées dans les camps de réfugiés insalubres avaient besoin des services sociaux que les islamistes proposent. Dans les camps de réfugiés de Gaza et de Cisjordanie, les islamistes ont organisé avec succès les dépossédés. Ernest Gellner parle d'un islam qui offre une forme de dignité à ces masses nouvellement déracinées⁸.

La politique israélienne à l'égard des islamistes palestiniens avait pour objectif l'émergence d'un contre pouvoir islamique et par conséquent l'affaiblissement de l'OLP. Le raisonnement israélien était de permettre aux religieux et aux mouvements islamistes d'étendre le champ de leurs activités et d'augmenter leur légitimité parmi les populations arabes dans l'espoir de réduire l'influence et le soutien dont bénéficiaient les forces nationalistes palestiniennes et spécialement celles loyales à l'OLP⁹.

Avec le déclenchement de l'*Intifada*, les islamistes palestiniens et à leur tête le Hamas et le *Jihâd* islamique «n'ont fait que prendre la relève des *Fedayins* (ceux qui sont prêts à se sacrifier pour la cause) de l'OLP, en transférant sur le terrain culturel et symbolique la dynamique nationale initiée en son temps sur le terrain politique par la première génération des nationalistes laïques¹⁰. Après la signature des accords d'Oslo du 13 septembre 1993, les islamistes et certaines composantes marxistes de l'OLP ont dénoncé le principe des accords et se sont inscrits comme les adversaires de ce processus de paix. Depuis lors, beaucoup d'observateurs n'ont pas cessé de brandir le spectre d'une confrontation entre les islamistes, et plus particulièrement le Hamas, et l'Autorité Nationale Palestinienne (PNA). Prenons par exemple l'appel au boycott des élections présidentielle et législative de l'Autorité Nationale Palestinienne de janvier 1996, lancé par le Hamas et l'opposition nationaliste, et qui a produit

un effet contraire à celui escompté. Cet appel a préparé le chemin à une victoire écrasante de Yasser Arafat à l'élection présidentielle et par la même occasion a légitimé le PNA. En dépit de la participation massive de la population à cette élection (71.7%) et en dépit de la victoire écrasante de Yasser Arafat (87.3%), certains spécialistes refusent de voir dans l'électeur palestinien un «votant rationnel». Dans son intervention au colloque, Jean François Legrain estimait que «l'élection de janvier 1996, en dépit de l'exhaustivité de l'échantillon concerné, ne constitue en aucune manière un instrument d'évaluation de l'ensemble des rapports de forces entre nationalisme et islamisme, Fath et Hamas». Il ajoutait que «les électeurs ont ainsi accordé une préférence quasi exclusive aux candidats originaires de leur espace de solidarité constitué du quartier ou de la ville, du village ou du groupe de villages, ou encore du camp, au mépris de leur orientation politique...»¹¹. Il refusait par la même occasion de voir dans les résultats de ces élections la disparition de l'islam politique palestinien contrairement à Olivier Roy qui parle déjà d'un début de processus post-islamique. Il me semble donc nécessaire de démystifier quelques préjugés qui relèvent plus de l'imaginaire occidental que de la réalité politique du mouvement islamique palestinien. Contrairement à une vision répandue par les médias israéliens et occidentaux, le mouvement islamique palestinien n'est ni fondamentaliste ni terroriste. Le mouvement islamique palestinien n'est pas plus un groupe monolithique qui s'est renforcé avec le déclin du sécularisme palestinien.

Dans les pages qui suivent j'emploierai l'expression de résurgence islamique pour désigner la dynamique de l'islam politique palestinien. Cette résurgence n'a rien à voir avec celle dont parlent Esposito et Dassouki et qu'ils définissent comme un ensemble d'efforts nécessaires pour la réinstauration d'une loi musulmane à la place de la loi occidentale, un usage important du symbolisme religieux, un comportement social défini par un code islamique¹². Je définirai la résurgence islamique comme le transfert de la dynamique de la lutte armée, passée du mouvement nationaliste qui a opté pour le rameau de l'olivier vers le mouvement islamiste qui s'est radicalisé après la première *Intifada*.

Cette résurgence est le produit historique de la colonisation britannique de la Palestine de 1917, de l'immigration sioniste, de l'expérience des réfugiés de 1948, de l'administration égyptienne et jordanienne de 1948-67, de l'occupation israélienne de 1967, de l'expérience du nationalisme palestinien, de l'*Intifada* ainsi que les accords de paix. Dans le cadre limité qui nous est imparti, nous prendrons comme point de départ la partition du territoire palestinien en 1948, tout en rappelant les racines du mouvement d'indépendance : l'organisation du mouvement Wafd en Égypte dès 1919, la naissance des Frères musulmans en 1928 et l'extension de son activité en territoire palestinien, la révolte de Azz Addine Al Kassar en 1935 et l'insurrection générale en Palestine de 1936 à 1939.

L'ISLAM POLITIQUE PALESTINIEN DE 1948-1967

Conséquence du plan de partage des Nations unies, la guerre d'indépendance palestinienne interrompue en 1939, reprend avec difficulté en 1947. Cette guerre aura pour conséquence une défaite humiliante des armées arabes face aux sionistes.

Les territoires non perdus par les Arabes au profit d'Israël passent sous contrôle du gouvernement jordanien qui annexe formellement la Cisjordanie et de l'Égypte qui place la bande de Gaza sous administration militaire. Le cadre politique des deux administrations, la jordanienne et l'égyptienne, ne sont rien d'autre que le reflet des orientations politiques et des agendas, en Égypte du Roi Farouk et de Jamal Abdel Nasser, en Jordanie du Roi Abdallah et ensuite du Roi Hussein. Ce cadre politique ne tient pas compte des besoins des Palestiniens.

LES ISLAMISTES EN CISJORDANIE

Après le rattachement de la Cisjordanie au royaume hachémite en 1950, ses habitants deviennent des citoyens jordaniens.

Les islamistes bénéficient d'une grande tolérance de la part des autorités. Par un simple jeu sémantique, ils échappent à l'interdiction qui frappe les partis politiques locaux : ils sont reconnus comme organisation légale et non comme parti politique.

Cette tolérance relative du gouvernement jordanien à l'égard des islamistes peut s'expliquer, d'une part par le fait que ces derniers se désintéressent de la politique, qu'ils s'investissent uniquement dans des activités sociales et de prédication, d'autre part par l'espoir qu'entretient le Roi de les utiliser pour contrer les autres partis. Comme l'explique Ammon Cohen : «la relation entre les Frères musulmans et le régime jordanien changeait régulièrement. Elle était caractérisée par des tensions et des disputes certes, mais leurs intérêts coïncidaient à plusieurs occasions. Les Frères musulmans apportaient leur soutien au Roi Hussein dans les confrontations qui l'opposaient aux autres forces politiques locales, comme les communistes, les nationalistes arabes, et les éléments pro-Nasser. En 1957, durant une confrontation entre le Roi et son premier ministre, Souleiman Al Nabulsi, qui a bénéficié du soutien des forces nationalistes, les Frères musulmans ont su rallier autour du Roi un grand soutien populaire en lui attribuant le rôle de défenseur de l'islam»¹³.

Même s'il est très difficile de déterminer avec exactitude l'impact des islamistes en Cisjordanie durant cette période, on a une idée des origines sociale et économique des membres du mouvement. A peu près 25% des membres sont commerçants et propriétaires terriens, 13% sont issus de l'intelligentsia, 13% sont ouvriers et 13% sont des fermiers¹⁴. Mais les islamistes rencontrent des difficultés pour rééditer sur le plan politique et syndical les succès remportés dans le domaine social. Sur les trente sièges alloués par le Parlement jordanien à la Cisjordanie, un seul est emporté par les Frères musulmans. Aux élections de 1957 destinées à élire un comité représentant les étudiants en Cisjordanie, quatre sièges sont emportés par les communistes, trois sièges sont emportés par les Baâthistes et aucun par les islamistes¹⁵.

A toutes ces difficultés vient s'ajouter une scission qui s'opère à l'intérieur du mouvement islamiste. Cette scission met fin au monopole de l'Association des Frères musulmans.

Le Mouvement de libération islamique, hostile au régime hachémite qu'il considère comme corrompu, livre dès lors une bataille sans merci aux Frères musulmans dans les camps de réfugiés pour gagner l'allégeance des instituteurs et des étudiants.

LES ISLAMISTES À GAZA

Dans la bande de Gaza, les islamistes sont très populaires grâce à leur participation à la guerre de libération de la Palestine en 1948. En 1949, après l'assassinat du Premier ministre égyptien Nakrachi par les Frères musulmans, le gouvernement égyptien interdit l'Association. Pour échapper à cette interdiction, les islamistes transforment leur section à Gaza en centre d'éducation religieuse.

La révolution du 23 juillet 1952, en Égypte, propulse à nouveau les Frères musulmans sur la scène politique. Les relations entre les islamistes et les officiers libres qui ont déposé le Roi Farouk et mis fin à la monarchie en Égypte sont excellentes, à tel point que les islamistes sont perçus comme le parti du gouvernement. Ils apportent un soutien considérable au Conseil de la révolution dans son projet d'interdiction des partis.

Le 27 juillet 1954, les gouvernements égyptien et britannique signent un accord stipulant que toutes les forces britanniques doivent quitter l'Égypte par étapes dans les vingt mois suivant la conclusion de l'accord.

Le 26 octobre, un membre de l'Association des Frères musulmans, qui avait dénoncé l'accord comme une capitulation devant la Grande-Bretagne tente d'assassiner Nasser. L'Association est interdite pour la deuxième fois en Égypte et à Gaza depuis la fin de la guerre de 1948. Comme conséquence de l'interdiction, les activités des islamistes deviennent discrètes, voire secrètes.

En 1955 cependant et malgré l'interdiction, les Frères manifestent avec d'autres groupes contre un plan d'établissement des réfugiés palestiniens dans le désert du Sinaï. Le gouvernement de Nasser qui approuve le plan, est contraint de l'abandonner sous la pression populaire. Par la suite, les choses continuent à se compliquer entre Nasser et les islamistes. Après une tentative manquée de prise de pouvoir par les Frères en Égypte en 1965, les membres de l'Association sont soumis à des vagues d'arrestations. Sayyid Qutb, l'un des leaders du mouvement, est même exécuté. Parmi les membres qui font l'objet d'une arrestation à Gaza, le Cheikh Ahmed Yassin, qui deviendra plus tard le chef du Hamas.

Parallèlement à cette «mise à l'ombre» relative du courant islamiste, un nombre important de partis et d'organisations émergent à Gaza entre 1948 et 1967. En plus des communistes et des islamistes, deux organisations pan-arabes nationalistes se constituent: le parti Baâth fondé en 1953 et le mouvement national fondé en 1958, ainsi que l'organisation Fath de Yasser Arafat. Alors que l'activité des islamistes se réduit par force à une simple gestion du culte musulman, beaucoup d'intellectuels arabes croient qu'une révolution laïque palestinienne est en gestation, mais la guerre des «Six jours» va en décider autrement.

LES ISLAMISTES PALESTINIENS DE 1967 À 1987

La guerre des «Six jours», qui se solde par une défaite écrasante des armées arabes face à l'armée israélienne, va avoir un impact considérable sur le mouvement islamiste au Proche-Orient. Cette défaite est interprétée par les islamistes comme un moment décisif qui reflète le déclin et la faillite du nationalisme pan-arabe ainsi que ceux d'autres idéologies séculières occidentales dans la région. Dans un témoignage recueilli par Beverly Milton -Edwards, un leader islamiste va jusqu'à déclarer que «la défaite de Nasser face à l'armée israélienne est une grande chance pour les Frères musulmans à Gaza. Après tout, il a été l'ennemi le plus important pour le mouvement, et maintenant il a subi une défaite face à Israël»¹⁶.

Cheikh Ahmed Yassin, le représentant des Frères musulmans à Gaza, répond au délégué du parti communiste qui l'invite à rejoindre, lui et son groupe, un front commun des forces palestiniennes que «la défaite subie par l'armée égyptienne, n'est rien d'autre qu'une revanche pour Sayyid Qutb»¹⁷.

Après la mort de Nasser en 1970, la réconciliation des Frères musulmans avec le régime égyptien, initiée par Anouar Al Sadate, a des conséquences néfastes sur l'avenir politique de l'Égypte. Les «Nassériens de gauche», devenus très hostiles au président Sadate après sa rupture avec le bloc communiste et sa réconciliation avec les États-Unis, sont remplacés par des islamistes à tout les niveaux du pouvoir.

En 1973, la plus importante association religieuse, le Rassemblement islamique (*Al Mujamaâ Al islami*) qui se revendique de l'héritage des Frères musulmans est fondé à Gaza.

Présidée par Cheikh Ahmed Yassin jusqu'à son arrestation en 1984, l'association a pour stratégie de structurer la vie quotidienne de la population en dispensant un enseignement religieux élémentaire pour les enfants, en offrant des services sociaux à la population, en gérant le culte et la culture, en recouvrant la *zakât* (dîme canonique ou impôt musulman) au profit des plus défavorisés (jusqu'en 1986, date à laquelle les autorités israéliennes l'interdisent). D'autre part, elle tente de pénétrer les fiefs universitaires et les espaces syndicaux par le biais des élections ou par la violence si nécessaire. Beaucoup d'associations islamistes exigent de leurs membres une formation stricte aux sports de combat¹⁸.

Deux événements donnent une grande crédibilité au Rassemblement islamique : la guerre d'octobre de 1973 (la guerre de Ramadan pour les Arabes ou du Yom Kippour pour les Juifs) et les deux chocs pétroliers. La guerre d'octobre de 1973 a lieu pendant le mois sacré du ramadan. Des images de cette guerre montrant des soldats arabes traversant le canal de Suez et clamant «*Allah Akbar* (Dieu est grand)» font le tour de toutes les télévisions arabes. En plus, le nom de code donné à cette guerre est *Badr*, par référence à la bataille du même nom menée en 623 par le Prophète Muhammad contre «les idolâtres et qui s'est soldée par la victoire de l'armée musulmane. Les islamistes en concluent que «tous ces signes du ciel prouvent que le sentiment religieux est un moyen efficace pour la libération et la résistance»¹⁹.

La révolution pétrolière contribue à son tour au renforcement du Rassemblement islamique. La richesse pétrolière augmente l'influence des États producteurs de pétrole et plus particulièrement de l'Arabie Saoudite et des États du Golfe, les principaux bailleurs de fonds de l'internationale islamiste. Le mouvement islamiste bénéficie dans les territoires occupés par Israël de cette richesse et de ce nouveau pouvoir fraîchement acquis par les États du Golfe grâce à l'or noir.

Les montants transférés à partir des États du Golfe vers les comptes du mouvement islamiste dans les territoires occupés ne font curieusement l'objet d'aucun contrôle de la part de l'administration militaire israélienne, alors que l'argent transféré par d'autres États ou associations internationales en faveur d'associations ou d'organisations non religieuses et qui se reconnaissent dans l'OLP est soumis, quant à lui, à un contrôle très strict.

A cause de ce traitement de faveur dont bénéficient les islamistes de la part des autorités israéliennes, et des moyens dont ils disposent ainsi, la lutte engagée entre islamistes et démocrates pour l'occupation du terrain social et politique devient de plus en plus inégale.

Cependant, la révolution iranienne de 1979 entraînera au sein du mouvement islamiste palestinien une modification dans l'ordre de ses priorités. Traditionnellement, pour les Frères musulmans, l'édification d'un État islamique est une étape ultime. Elle doit être précédée par une «réislamisation autoritaire»: la prédication forcée ainsi que la lutte contre les mauvais musulmans. Mais la révolution iranienne va transformer les mentalités à l'intérieur de l'Association. Beaucoup de ses membres vont penser que le renversement de «l'ordre infidèle» doit précéder la réislamisation individuelle.

Au début du mois de janvier 1980, des émeutes éclatent à Gaza, prenant pour cible le siège du Croissant rouge (l'équivalent de la Croix rouge) palestinien dont le conseil d'administration vient de passer entre les mains des communistes et des nationalistes de gauche. Dans un tract distribué à Gaza, les islamistes accusent les communistes des territoires occupés de vouloir prendre «le contrôle des institutions nationales» et surtout d'afficher «un mépris pour les valeurs islamiques»²⁰.

Le message des islamistes et des alliés d'Arafat (les notables entre autres) était clair : empêcher à tout prix le transfert du leadership palestinien entre les mains des nationalistes de gauche. Dans un témoignage recueilli par Shalom Cohen, le fils d'un imâm de Gaza déclare : « nous sommes tous pour l'unité nationale, mais pas sous domination marxiste. Nous sommes une nation musulmane et cette terre est une terre islamique sacrée. Les communistes palestiniens rêvent de résoudre le conflit (israélo-palestinien) en unissant les travailleurs palestiniens et israéliens sous la faucille et le marteau rouges. Aussi ne prennent-ils pas les armes. Nous ne croyons quant à nous qu'à l'épée»²¹.

C'est aux alentours de 1985 qu'un groupe d'islamistes décide de rompre avec la tradition politique des Frères musulmans et passe à la lutte armée. «L'expérience de la prison aurait été décisive dans la décision de mener des opérations armées en liaison avec des partisans de l'OLP»²². C'est seulement entre 1986 et 1987, après une série d'attentats revendiqués au nom de l'islam que les Israéliens prennent conscience de la menace des islamistes longtemps tolérés par eux. L'attentat anti-israélien le plus meurtrier mené par une cellule se réclamant du *Jihâd* islamique a lieu le 15 octobre 1986.

L'INTIFADA ET LES ISLAMISTES PALESTINIENS

De l'avis unanime des observateurs, le soulèvement palestinien de décembre 1987 est, à ses débuts, un soulèvement spontané. Tout commence avec un accident de la route survenu à Gaza le 9 décembre 1987 : un camion israélien percute un taxi palestinien chargé d'ouvriers travaillant en Israël. L'accident fait quatre morts et neuf blessés. Une «rumeur» se répand immédiatement, selon laquelle cet accident aurait été provoqué par des colons pour venger la mort d'un des leurs, poignardé à Gaza, et déclenche un soulèvement populaire.

Durant tout le premier mois de l'*Intifada*, à l'intérieur des territoires occupés, les notables et les islamistes avouent leur marginalisation totale. A l'extérieur, l'OLP a lui aussi du mal à percevoir l'ampleur réelle du soulèvement.

L'aspect spontané du mouvement ne dure pas. Il prend de l'ampleur grâce à la mise en place de structures organisationnelles laïques se réclamant de l'OLP : le Commandement national unifié pour l'intensification du soulèvement (*Al Qiada Al Muwahada Li Tas-îde Al Intifada*) et les Comités populaires locaux. Désormais, les événements seront désignés par le terme arabe *intifada* (soulèvement).

A Gaza, le *Jihâd* islamique est la seule organisation islamiste à appeler dès le 10 décembre par voie de tract à la libération de toute la Palestine par tous les moyens. Le *Jihâd* fait taire ses divergences politiques avec l'OLP au nom de la nécessaire unité de mobilisation. La répression israélienne à l'encontre des membres du *Jihâd* le fait entrer dans la clandestinité au début de 1988.

En décembre 1987, lorsque les émeutes ont éclaté à Gaza, certains fidèles du Cheikh Ahmed Yassin le conjurent d'abandonner sa politique de gestion de la piété en faveur d'une ligne plus militante. Le Cheikh préfère se dévouer à la religion et à la création de solides institutions publiques. Ses disciples lui font comprendre que la révolte est en marche et que de nombreux militants des Frères musulmans participent déjà activement aux émeutes. Dépassé par les événements, le Cheikh approuve quelques semaines plus tard un tract reconnaissant la nécessité de se joindre au soulèvement. Un mouvement du nom de Hamas, acronyme de Harakat Al Moukawama Al Islamia (mouvement de résistance palestinienne) qui signifie aussi «zèle» ou «enthousiasme», naît. Le Hamas mène une guerre sans merci contre les soldats israéliens.

Pour Z'eev Schiff et Ya'ari Ehud «ce nouveau fléau était pour une bonne part presque mérité car l'administration civile (israélienne) aurait largement contribué au développement des groupes musulmans qui apparurent sur le devant de la scène peu après le début de l'*Intifada*. De la même manière que le président Sadate avait encouragé l'émergence des associations islamiques afin de damer le pion à la gauche égyptienne, des membres de l'état-major israélien avaient voulu se servir de la poussée intégriste à Gaza pour affaiblir l'OLP. Sadate mourut de la main même des pieux fanatiques qu'il avait aidés. Gaza connut un sort voisin : le mouvement islamique se retourna précisément contre ceux qui avaient cru intelligent d'en assurer la promotion²³.

L'*Intifada* aura été ainsi l'élément catalyseur des accords de paix entre Israël et l'OLP, et à la fois d'une rupture (définitive ?) du courant islamiste.

CONCLUSION : LES ISLAMISTES À L'ÉPREUVE DU PROCESSUS DE PAIX

Pour beaucoup d'observateurs et de spécialistes, les accords de paix israélo-palestiniens négociés secrètement à Oslo et signés le 13 septembre 1993 à Washington, sonnent le glas des extrémismes religieux et en particulier du Hamas et du *Jihâd* islamique. Beaucoup de ces spécialistes vont jusqu'à affirmer que l'islamisme aurait même contribué au rapprochement entre Israël et l'OLP. L'orientaliste Bernard Lewis signalait ainsi dans un entretien au quotidien *Libération* qu'«une des raisons qui ont poussé Israéliens et Palestiniens au compromis était leur peur mutuelle des fondamentalismes. Il n'y a pas de plus grande force de rapprochement qu'un danger et un ennemi commun».

Cependant, si on peut considérer que l'activisme islamiste a favorisé d'une façon ou d'une autre la signature de l'accord de paix, on ne peut affirmer qu'il en soit la cause principale. Ce serait occulter cinquante ans de la réalité politique, sociologique et économique de la Palestine.

La stratégie israélienne consistait à transmettre le pouvoir à Gaza à l'OLP sans élections préalables, comme s'il s'agissait d'un «cadeau» d'Israël visant en fait à empêcher l'émergence d'un État palestinien démocratique. Pourquoi alors Israël et les États-Unis continuent-ils de faire pression sur Arafat pour venir à bout du Hamas et du *Jihâd* islamique ? «Nistos», une organisation israélienne d'extrême-gauche affirme sans hésiter que, dans l'esprit des gouvernements israéliens, l'accord du 13 septembre devrait déboucher sur une guerre civile palestinienne, démontrant ainsi au monde que ces derniers seraient incapables de se gouverner et d'avoir leur propre État.

Contrairement à l'opposition radicale mais «constructive»(bien que peu relayée par les médias) de diverses personnalités et de groupes laïques comme le FPLP et le FDLP à ce qu'ils considèrent comme un «Versailles» palestinien, l'opposition des islamistes aux accords a pourtant été plutôt tactique.

Ayant jugé que les accords de paix étaient irréversibles, le Hamas a cherché à préserver ses gains politiques acquis pendant l'*Intifada* et surtout à les monnayer au prix fort. Déjà en 1992, après ses succès aux élections universitaires et aux syndicats professionnels, le Hamas avait remporté 40% des sièges au Conseil national palestinien (CNP) pour son ralliement à l'OLP. D'autre part, le Hamas a cherché à consolider voir à étendre les structures civiles de son organisation (universités islamiques, entreprises de charité, entreprises sociales...).

Le Hamas a entamé un dialogue avec le Fath pour coopérer dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la sécurité (des accords qui rappellent ceux des années quatre-vingt). Au

mois de décembre 1995, au cours d'une rencontre au Caire avec des dirigeants du Hamas, Arafat obtient un engagement conditionnel (mais non public) de respecter le cessez-le-feu²⁴. Après cet accord, Arafat a invité le Hamas à s'associer à la marche vers l'État palestinien en prenant part aux élections. Ce rêve qui aurait permis au Hamas d'occuper une place importante sur la scène politique palestinienne s'est envolé pour deux raisons qui vont être à l'origine du boycott des élections par le Hamas.

Première raison : le Hamas qui a recueilli, en 1994, entre 30 à 40% des suffrages dans les diverses élections syndicales et professionnelles, voit les derniers sondages préélectoraux situer sa cote de popularité à 8% à Gaza, à 11 ou 12% en Cisjordanie.

Deuxième raison : la loi électorale basée sur le scrutin majoritaire et le découpage des circonscriptions a été conçue pour favoriser les grandes formations et les candidats indépendants²⁵.

Cependant et contrairement à l'opinion de ceux qui considèrent que le Palestinien n'est pas un «votant rationnel» et que son vote s'analyse comme un vote clanique qui renvoie aux anciennes solidarités, Graham Usher déclare : «Au contraire, les Palestiniens ont largement rejeté les factions ou les clans. Parmi les 676 candidats, ils ont clairement choisi ceux qui avaient joué un rôle important dans le combat : non seulement des «personnalités nationales» liées à la direction palestinienne en exil mais aussi des militants surgis durant l'*Intifada* et connus pour leur franc-parler à l'égard de Yasser Arafat»²⁶.

Beaucoup d'observateurs signalent que la répression menée depuis lors par l'Autorité palestinienne à l'égard des islamistes a servi à la reconquête de l'espace palestinien par celle-ci sur le plan social et politique. Basma Kodmani-Darwish voit pourtant dans cette attitude une dérive autoritaire. Elle signale que «la répression du mouvement islamiste s'est étendue au delà de son aile militaire pour viser le démantèlement de son infrastructure civile. Elle laisse craindre l'installation de ce type de pratique et son utilisation à l'encontre d'autres forces d'opposition à l'avenir»²⁷. Nous pensons que cette politique qui consiste à éradiquer le tronc et les racines du mouvement islamiste (son aile militaire et son infrastructure civile) n'est pas seulement une tâche impossible mais qu'elle est aussi dangereuse (le cas algérien est encore dans les mémoires). Toute solution à long terme du «problème» palestinien nécessite un accord entre l'Autorité palestinienne et les islamistes qui seuls peuvent donner les garanties de sécurité qu'Israël réclame. Le choix récent par Israël d'un retour à la «manière forte» comme sa prétention à vouloir définir seul l'interlocuteur qui lui convient ne sont évidemment pas faits pour faciliter les choses à cet égard.

NOTES

- ¹ Un pays musulman désigne un pays où la majorité de la population est musulmane et un pays islamique est un pays où l'islam est le fondement de sa légitimité.
- ² LEGRAIN, J., F., «Islamistes et lutte nationale palestinienne dans les territoires occupés par Israël», *Revue française de science politique*, volume 36, n° 2, avril 1986, p. 227.
- ³ TLEMCANI, R., «Le Proche-Orient entre guerre et paix : l'O.L.P., les islamistes, Israël et l'accord Gaza -Jericho», *Revue des Mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 68-69, 1993/ 2-3, p. 125
- ⁴ SHALOM, C., «Khomeinism in Gaza», *New outlook*, Volume 23, n° 2, mars 1980, p. 6-9.
- ⁵ LEGRAIN, J., F., *Les voix du soulèvement palestinien 1987-1988*, Ed. CEDEJ, Le Caire, 1991, p. 12.
- ⁶ SHIPLER, D., *Arab and Jew : wounded spirits in a promised land*, Ed. Penguin, New York, 1987, p. 177-178.

- ⁷ ROY, O., *L'échec de l'islam politique*, Ed. Seuil, Paris, 1992, p.76.
- ⁸ GELLNER, E., *Up from imperialism*, New Republic, 22 mai 1989, p. 35.
- ⁹ «Les forces nationalistes et islamiques et les institutions travaillant contre la présence israélienne dans les territoires occupés arabes», in *Qadaya Fiqriya*, n° 6, avril 1988, p. 249. (en arabe)
- ¹⁰ BURGAT, F., *L'islamisme en face*, Ed. La découverte, Paris, 1995, p. 177.
- ¹¹ LEGRAIN, J., F., *Vers une Palestine islamique ?*, communication au colloque : Islam et Etat organisé par le Centre de Sociologie Politique et le Centre de Sociologie de l' Islam Contemporain (Institut de Sociologie) de l' Université Libre de Bruxelles du 27 au 29 mai 1999 (non publié).
- ¹² ESPOSITO, J., L., *The Islamic threat : myth or reality*, New York –Oxford University Press, 1992, p. 12.
- DESSOUKI, A., E., *Islamic resurgence in the Arab World*, Ed. Praeger, New York, 1982, p. 13.
- ¹³ AMMON, C., *Political parties in the West Bank under the Jordanian Regime : 1949-1967*, Cornell University Press, 1982, p. 145.
- ¹⁴ AMMON, C., *op. cit.*, p. 164.
- ¹⁵ AMMON, C., *op. cit.*, p. 163.
- ¹⁶ BEVERLY, M., E., *Islamic politics in Palestine*, Ed. Tannis Academic Studies, Londres - New York, 1994, p.15.
- ¹⁷ YASSIN, A., *Hamas (Le mouvement de résistance islamique en Palestine)*, Ed. Sina, Le Caire, 1990, p. 26. (en arabe).
- ¹⁸ NAVARRO, A., «Palestine : l'expansion islamiste», *Les cahiers de l'Orient*, n° 7, 3ème trimestre 1987, p.51-66.
- ¹⁹ HANAFAI, H., *Les mouvements religieux contemporains*, Ed. Madbuli, Le Caire, 1988, p. 63. (en arabe).
- ²⁰ SHALOM, C., *op. cit.*, p. 6-9.
- ²¹ SHALOM, C., *op. cit.*, p. 8.
- ²² LEGRAIN, J., F., «Les islamistes palestiniens à l'épreuve du soulèvement», *Revue Machrek-Maghreb*, avril 1988, p. 15.
- ²³ ZE'EV, S., et YA'ARI, E., *op. cit.*, p. 287-288.
- ²⁴ LEVITT, W., K., «L'introuvable stratégie du pouvoir palestinien face aux islamistes», *Le Monde diplomatique*, avril 1996, p.6-7.
- ²⁵ KODMANI-DARWISH, B., «Palestine : des rapports, pouvoir- opposition ou partenariat» in *Les états arabes face à la contestation islamiste*, (sous la direction de Kodmani- Darwish et Chartouni-Dou Barry), Eds. Armand Colin et l' IFRI, Paris, 1997, p. 222-223.
- ²⁶ USHER, G., «Aspirations démocratiques en Palestine», *Le Monde diplomatique*, mars 1996, p. 21.
- ²⁷ KODMANI-DARWISH, B., *op. cit.*, p. 226.